



## **DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°17**

### **LA THÉORIE DE LA REPRÉSENTATION**

La doctrine de la représentation est très simple : il existe un souverain distinct des gouvernants mais qui ne peut exercer directement lui-même sa souveraineté ni la transférer à quelqu'un d'autre s'il veut en rester le titulaire ; le souverain doit donc être représenté pour l'exercice de la souveraineté.

Dans les faits, cela se traduit généralement par le peuple souverain qui élit ses représentants dans les assemblées territoriales et dans les collectivités territoriales.

#### **La représentation comme mandat collectif**

L'objet du mandat est l'exercice de la souveraineté ; il s'agit donc de la fonction législative qui doit être « l'expression de la volonté générale » aux termes de l'article 6 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Cela signifie que le mandat n'est pas exercé en tant que tel par une personne mais par un organe collectif. Par exemple, l'Assemblée nationale représente la Nation mais aucun député ne la représente en tant que tel, et c'est heureux : un député peut appartenir à une minorité politique et ne trouve alors pas les moyens d'exprimer la volonté générale (ou en tout cas l'idée qu'il s'en fait).

En ce sens, on fait un raccourci lorsqu'on dit qu'un député est un représentant, il est en fait un membre d'une assemblée parlementaire qui est un organe représentant le peuple.

#### **La prohibition du mandat impératif**

La théorie de la représentation s'oppose à l'idée du mandat impératif : les élus ne reçoivent pas d'instruction de leurs électeurs et ne doivent pas leur rendre de compte pendant la durée de leur mandat. Le député est donc irresponsable : il n'est tenu à aucune obligation vis-à-vis de ses électeurs

et les promesses électorales n'ont aucune valeur juridique (mais la question de la réélection fait souvent office de validation ou d'invalidation du bilan).

Le mythe de la « démission en blanc » signée par certains candidats auprès de comités électoraux ou de partis politiques et destinée à être utilisée si l'élu déçoit ses soutiens n'a donc absolument aucune valeur juridique. D'ailleurs, les présidents des assemblées parlementaires n'ont jamais tenu compte de ces documents lorsqu'ils en ont été saisis.

### **La représentation et la démocratie directe**

Selon la doctrine contemporaine, la démocratie peut exister sous deux variantes : la démocratie directe et la démocratie représentative. Dans le premier cas, c'est le peuple qui doit exercer lui-même sa souveraineté, mais c'est infaisable en pratique dans un grand Etat, d'où l'importance de déléguer l'exercice de la souveraineté à des représentants.

Si ces derniers sont élus au suffrage universel direct et que le mandat impératif est prohibé, le principe de la démocratie directe n'exclut donc pas nécessairement la théorie de la représentation...